



23.008

Aussenwirtschaftspolitik.

Bericht 2022

Politique économique extérieure.

Rapport 2022

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 02.03.23 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 06.03.23 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.03.23 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 17.03.23 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Wir führen eine gemeinsame Debatte zu den beiden Berichten und zu den vier Bundesbeschlüssen. Das Wort hat der Berichterstatter, Herr Bischof.

Bischof Pirmin (M-E, SO), für die Kommission: Es geht um den Bericht des Bundesrates zur Aussenwirtschaftspolitik 2022. Ihre Kommission hat ihn zur Kenntnis genommen und hat gleichzeitig vier anhängenden Bundesbeschlüssen über internationale Wirtschaftsübereinkommen und die zolltarifrischen Massnahmen zugestimmt.

Im Bericht werden die aussenwirtschaftspolitischen Aktivitäten der Schweiz im Berichtsjahr im Detail präsentiert. Im Mittelpunkt der Diskussion in unserer Kommission standen grob gesagt die Folgen des Ukraine-Krieges, aber auch immer noch der Covid-19-Krise und Einflüsse dieser beiden Ereignisse auf die Schweizer Wirtschaft. In diesem Zusammenhang wurden die Störungen der internationalen Produktions- und Lieferketten in der Kommission thematisiert.

Die Kommission hat sich mit den Perspektiven für den Ausbau der Wirtschaftsbeziehungen mit der Europäischen Union als wichtigster Handelspartnerin der Schweiz auseinandergesetzt. Was die Prognosen für das laufende Jahr betrifft, so hat die Kommission die Unsicherheiten bezüglich der Weltkonjunktur thematisiert. Besprochen wurden auch die sich verstärkenden Tendenzen zum Protektionismus und auch zur Bildung von neuen und zur Stärkung von bestehenden wirtschaftlichen und geopolitischen Blöcken. Dabei hat sich die Kommission besonders besorgt geäußert über die zunehmenden protektionistischen Subventionspläne insbesondere der Vereinigten Staaten, aber auch der Europäischen Union.

Schliesslich hat die Kommission die vier im Bericht enthaltenen Entwürfe von Bundesbeschlüssen gutgeheissen und ist auf sie eingetreten. Es sind dies im Einzelnen: 1. Bundesbeschluss über die Genehmigung des Internationalen Kaffee-Übereinkommens von 2022; dieses ist mit 6 zu 0 Stimmen bei 2 Enthaltungen angenommen worden. 2. Bundesbeschluss über die Genehmigung des 2022 revidierten Internationalen Kakao-Übereinkommens von 2010; dieser Beschluss ist mit 7 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung gutgeheissen worden. 3. Bundesbeschluss über die Genehmigung des Abkommens zwischen der Schweiz und Deutschland über die Zusammenarbeit und Koordinierung der Wettbewerbsbehörden; das ist einstimmig gutgeheissen worden. 4. Bundesbeschluss über die Genehmigung zolltarifrischer Massnahmen; auch dieser Beschluss ist einstimmig gutgeheissen worden.

Parmelin Guy, conseiller fédéral: Tout d'abord et d'une manière générale, merci pour l'accueil positif réservé à ce rapport. Le rapport sur la politique économique extérieure permet toujours un échange fructueux, je crois, pour les deux parties, l'exécutif et le législatif, même s'il ne peut pas refléter tous les multiples défis auxquels notre pays sera confronté. Je vous demanderai, comme le fait votre commission, de prendre acte de ce rapport et d'approuver les quatre annexes qui vous sont soumises.

J'aimerais rappeler, parce que cela n'est pas inutile, quelques points principaux.

Premièrement, l'année sous revue s'est déroulée dans un contexte mondial extrêmement exigeant, avec les suites de la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine. C'est pourquoi le chapitre principal a traité à la guerre en Ukraine. Tout comme la pandémie, la guerre en Ukraine a mis en évidence l'interdépendance



internationale des économies nationales. Le commerce international – cette crise nous l'a rappelé – est fondamental pour la sécurité de notre approvisionnement, surtout pour une économie de taille moyenne ouverte comme la Suisse, qui a, en plus, un marché intérieur extrêmement limité.

On l'a vu avec les entreprises suisses: elles ont évité au maximum les risques de concentration et ont diversifié leur chaîne de production et d'approvisionnement. La guerre en Ukraine, au-delà des répercussions sur la sécurité de l'approvisionnement, a aussi des répercussions sur la politique commerciale. On le voit, les blocs économiques occidentaux – les Etats-Unis et l'Union européenne – s'efforcent de réduire leur dépendance politique et économique, tout d'abord, et principalement peut-être, vis-à-vis de la Chine.

Je vais m'arrêter sur quelques points et événements récents qui n'ont pas pu être reflétés dans le rapport sur l'année 2022. Vu que ces grands blocs économiques essayent de réduire leur dépendance, ils optent, et on le voit maintenant, pour des programmes de subventions, d'intervention sur le plan industriel, de vastes programmes de subventions, de contrôle des exportations, de contrôle des investissements

AB 2023 S 80 / BO 2023 E 80

et, surtout, ils s'engagent pour des mesures de protection commerciales. Si nous prenons la Chine, on constate qu'elle poursuit depuis des années une promotion largement orientée sur les industries stratégiques, ceci dans le cadre du programme intitulé "Made in China 2025".

Les Etats-Unis ont annoncé l'année dernière l'"Inflation Reduction Act (IRA)" et la Commission européenne a naturellement, devrait-on dire, réagi au début du mois de février dernier avec le "Green Deal Industrial Plan".

Je vais m'arrêter quelques instants sur cet aspect, car il est important, mais nous ne devons pas nous laisser abuser par l'abondance de propositions qui figurent dans ce plan. De nombreuses mesures sont des programmes de l'Union européenne déjà en cours, qui ont été en quelque sorte rebaptisés. C'est par exemple le cas des subventions, dont un bon nombre sont des programmes déjà attribués et qui ont été reconditionnés. Nous allons suivre cette évolution de très près pour pouvoir analyser en continu les détails du programme. Au fur et à mesure que nous aurons des certitudes, nous verrons s'il est nécessaire d'adapter certaines mesures de notre politique.

Il faut aussi relever que, à côté de ces points négatifs, il y a des points plutôt positifs pour la Suisse, comme le soutien au libre-échange et à une réforme de l'OMC, le renforcement de la formation initiale et continue, qui peut conduire à la création d'un pool de main-d'oeuvre au sein de l'Union européenne auquel les entreprises suisses – du fait de la libre circulation des personnes – pourraient avoir accès.

En ce qui concerne l'amélioration du cadre réglementaire, le "Net-Zero Industry Act" qui a été annoncé prévoit des simplifications dans les procédures d'autorisation avec la création d'un guichet unique. En Suisse, je vous rappelle qu'avec Easygov nous avons un guichet unique qui est en ligne depuis 2017 et que nous allons continuer à développer pour faciliter son emploi.

Au niveau des investissements dans les énergies renouvelables, le Parlement a adopté, l'automne dernier, ce que l'on qualifie d'offensive solaire.

Ce qui nous inquiète, je dois vous le dire, c'est l'orientation protectionniste de certains programmes de financement, qui pousse vers davantage de subventions. Cela comprend notamment un risque de distorsion de la concurrence pour les entreprises suisses. Le plan de l'Union européenne prévoit un assouplissement significatif des règles relatives aux aides d'Etat. Il faut relever que cette manière de procéder est très controversée entre les Etats membres eux-mêmes, car certains craignent une course aux subventions, non seulement entre l'Union européenne et les Etats-Unis, mais aussi entre les Etats au sein de l'Union européenne. De très nombreuses questions restent encore ouvertes.

J'en viens à la politique d'innovation, telle que nous la connaissons en Suisse. Vous le savez, nous sommes réticents à accorder des subventions aux entreprises. Nous mettons l'accent sur une forte promotion de la recherche fondamentale et, avec Innosuisse, l'agence suisse pour l'innovation, sur la promotion des projets de collaboration entre les universités et les entreprises. Ce sont les entreprises qui doivent investir, alors que les coûts des partenaires de recherche universitaire sont pris en charge par Innosuisse. Le but est de réduire le risque de mauvais investissements.

Il y a encore des programmes de recherche européens qui restent actuellement ouverts aux entreprises suisses. Le Conseil fédéral vise, lui aussi, encore et toujours une pleine association à Horizon Europe, et ceci le plus tôt possible.

Ce qu'il faut bien voir, c'est que les facteurs clés qui ont été déterminants pour le succès économique de la Suisse dans le pays restent les mêmes. Cet activisme en matière de politique industrielle, il faut le regarder avec prudence et éviter de faire du suivisme. Les recettes de succès, chez nous, ce sont les marchés ouverts, une politique financière solide avec le frein à l'endettement, des institutions stables, un Etat de droit qui



fonctionne, de bonnes infrastructures, une réglementation appropriée du marché du travail et une formation professionnelle axée sur la pratique.

Je répète que nous allons suivre de très près les conséquences et les effets potentiellement néfastes de ces différentes politiques, telles que l'"Inflation Reduction Act" et le "Green Deal Industry Plan". Dans le prochain rapport de situation sur l'économie suisse, mon département fera la synthèse de ceci. Les travaux sont déjà en cours. Nous allons analyser ces données. Pour ce qui concerne l'année sous revue, l'OCDE va mettre en plus l'accent sur les dépendances stratégiques et les options d'action pour y parvenir dans le cadre de son rapport sur la politique économique de la Suisse.

Avant d'agir, il faut vraiment analyser soigneusement les implications de ces différentes mesures. Je vous remercie de prendre acte du rapport et de soutenir les quatre propositions qui lui sont liées.

*Von den Berichten wird Kenntnis genommen
Il est pris acte des rapports*

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

1. Bundesbeschluss über die Genehmigung des Internationalen Kaffee-Übereinkommens von 2022
1. Arrêté fédéral portant approbation de l'accord international de 2022 sur le café

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 23.008/5662)

Für Annahme des Entwurfes ... 35 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

2. Bundesbeschluss über die Genehmigung des 2022 revidierten Internationalen Kakao-Übereinkommens von 2010

2. Arrêté fédéral portant approbation de l'accord international de 2010 sur le cacao, tel que modifié en 2022

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté



Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 23.008/5663)
Für Annahme des Entwurfes ... 34 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(1 Enthaltung)

AB 2023 S 81 / BO 2023 E 81

3. Bundesbeschluss über die Genehmigung des Abkommens zwischen dem Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung der Schweizerischen Eidgenossenschaft und dem Bundesministerium für Wirtschaft und Klimaschutz der Bundesrepublik Deutschland über Zusammenarbeit und Koordinierung der Wettbewerbsbehörden

3. Arrêté fédéral portant approbation de l'Accord entre le Département de l'économie, de la formation et de la recherche de la Confédération suisse et le Ministère fédéral de l'économie et de la protection du climat de la République fédérale d'Allemagne concernant la coopération et la coordination des autorités de concurrence

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 23.008/5664)
Für Annahme des Entwurfes ... 35 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(0 Enthaltungen)

4. Bundesbeschluss über die Genehmigung zolltarifarischer Massnahmen

4. Arrêté fédéral portant approbation de mesures touchant le tarif des douanes

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 23.008/5665)
Für Annahme des Entwurfes ... 37 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(0 Enthaltungen)



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Frühjahrssession 2023 • Fünfte Sitzung • 06.03.23 • 15h15 • 23.008
Conseil des Etats • Session de printemps 2023 • Cinquième séance • 06.03.23 • 15h15 • 23.008



Präsidentin (Häberli-Koller Brigitte, Präsidentin): Die Vorlage 3 ist bereit für die Schlussabstimmung.

